



Conseil de sécurité

Débat ouvert

Advancing the Women, Peace and Security agenda through partnerships: Women's economic inclusion and participation as a key to building peace

New York, le 8 mars 2022

Déclaration lue par S.E. Pascale Baeriswyl,
Représentante permanente de la Suisse

Madame la Présidente,

Alors que nous célébrons aujourd'hui la Journée internationale de la Femme, je fais cette déclaration avec un profond chagrin au cœur, en pensant à toutes les femmes qui – aujourd'hui – sont à la fuite, menacées de froid, de faim, de guerre, de violence, en Afghanistan, en Ukraine, au Myanmar ou ailleurs.

Et pourtant, les femmes sont des actrices, forces motrices indispensables à la paix. Il ne faut pas les confiner au rôle de potentielles victimes de conflit. Par sa résolution 1889, ce Conseil a été visionnaire en 2009 en mettant pour la première fois un accent décisif sur le rôle des femmes dans la reconstruction. La participation pleine, égale et significative des femmes à l'aide d'urgence, à la reconstruction et à la consolidation de la paix reste fondamentale à ce jour.

Nous remercions les Émirats arabes unis pour l'organisation de ce débat et les intervenantes pour leurs contributions. A maintes reprises durant ma vie professionnelle, j'ai eu l'occasion de rencontrer des femmes entrepreneures, bâtisseuses de ponts impressionnantes – au Mozambique, en Egypte, au Népal ou dans mon propre pays. Quand je leur demandais quel était le principal obstacle à leur pleine participation aux processus de consolidation de la paix, leurs réponses étaient aussi diverses que mes interlocutrices. Cependant, à de multiples occasions, les réponses étaient étonnamment courte et clair: «La pauvreté».

Est-ce surprenant? Non. L'autonomisation économique est un moteur important pour augmenter la participation des femmes aux processus de paix et de reconstruction. Ce n'est que grâce à une certaine indépendance économique que nous pouvons réaliser pleinement notre potentiel de créativité, efficacité et réseautage pour la paix.

Permettez-moi de mettre en exergue trois points:

Premièrement, le Plan d'action national de la Suisse souligne l'autonomisation économique comme un facteur important à la participation effective des femmes aux processus politiques et de paix. Nous invitons tous les pays à développer leur Plan d'action national et à y mettre un accent sur l'autonomisation économique. Cette autonomisation doit se faire dans le respect des droits humains et fondamentaux, car ils sont universels, indivisibles et interdépendants.

Deuxièmement, renforcer la position socio-économique des femmes est un sujet clé de la coopération suisse. Nous soutenons par exemple des femmes gérant de petites et moyennes entreprises transfrontalières dans la région des Grands Lacs. Améliorer la position socio-économique des femmes dans leur communauté élargit leur marge de manœuvre en faveur d'un engagement social et politique – y compris dans la promotion de la paix.

Troisièmement, nous saluons la priorité accordée par le Fonds pour la consolidation de la paix de l'ONU au financement d'initiatives favorisant la participation et l'autonomisation des femmes. La Suisse soutient ce Fonds depuis des années. Nous sommes également signataires du *Compact Femmes, Paix et Sécurité et Action Humanitaire*. Ce Compact auquel peuvent se joindre les institutions académiques et le secteur privé est un bon exemple d'un multilatéralisme moderne et efficace.

Madame la Présidente,

En parallèle des Plans d'action nationaux, du rôle de la coopération internationale et de l'action de l'ONU – quel est le rôle du Conseil et que peut-il concrètement faire ? Beaucoup ! Pour améliorer les **partenariats**, sujet de ce débat, il doit promouvoir les réseaux. Il peut le faire lors de visites sur le terrain en rencontrant des actrices de la paix. Il peut également les inviter à informer le Conseil. Et il peut davantage coopérer avec des organisations régionales, les institutions financières internationales et avec la société civile.

Notre engagement pour l'agenda « Femmes, paix et sécurité » doit en même temps être un engagement pour l'agenda 2030. Les synergies entre le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social tant qu'avec la Commission de consolidation de la paix doivent être intensifiés.

La Suisse va poursuivre et renforcer son engagement en faveur de la pleine mise en œuvre de cet agenda. Candidate au Conseil de sécurité, mon pays s'efforce à continuer à être un plus pour la paix et un plus pour le développement durable.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Madam President,

As we celebrate International Women's Day today, I deliver this statement with deep sorrow in my heart, thinking of all the women who – today – are fleeing, threatened by cold, hunger, war, violence, in Afghanistan, Ukraine, Myanmar or elsewhere.

And yet, women are actors, driving forces and indispensable peacebuilders. They must not be confined to being potential victims of conflict. In 2009, the Security Council was visionary in placing for the first time a decisive emphasis on the role of women in reconstruction in its resolution 1889. The full, equal and meaningful participation of women in emergency relief, reconstruction and peacebuilding remains fundamental to this day.

We thank the United Arab Emirates for organizing this debate and the briefers for their contributions. Many times in my professional life, I have had the opportunity to meet women entrepreneurs who are impressive bridge builders – in Mozambique, Egypt, Nepal, and in my own country. When I asked them what the main obstacle to their full participation in peacebuilding processes was, their answers were as diverse as the women I met. On many occasions, the answers were also surprisingly short and clear: "Poverty".

Is this surprising? No. Economic empowerment is an important driver for increasing women's participation in peace and reconstruction processes. It is only through a certain economic independence that we will be able to fully realize our potential for creativity, efficiency and networking for peace.

Let me highlight three points:

First, Switzerland's National Action Plan emphasizes economic empowerment as an important factor for women's effective participation in political and peace processes. We invite all countries to develop their National Action Plan and to include a focus on economic empowerment. This empowerment must be done with full respect for human and fundamental rights, as they are universal, indivisible and interdependent.

Secondly, strengthening the socio-economic position of women is a key issue for Swiss cooperation. For example, we support women running small and medium-sized cross-border businesses in the Great Lakes region. Improving the socio-economic position of women in their communities broadens their scope for social and political engagement – including in peace promotion.

Third, we welcome the priority given by the UN Peacebuilding Fund (PBF) to funding initiatives that promote the participation and empowerment of women. Switzerland has supported the PBF for many years. We are also a signatory to the *Women, Peace and Security and Humanitarian Action Compact*. This Compact, which can also be joined by academic institutions and the private sector, is a good example of a modern and effective multilateralism.

Madam President,

Alongside the National Action Plans, the role of international cooperation and the work of the UN – what is the role of the Council and what can it actually do? A lot! To improve partnerships – the topic of this debate – the Council must promote networks. It can do this during field visits by meeting with women peacebuilders. It can also invite them to inform the Council. And it can increase its cooperation with regional organizations, international financial institutions and civil society.

Our commitment to the "Women, Peace and Security" agenda must at the same time be a commitment to the 2030 Agenda. Synergies between the Security Council and the Economic and Social Council as well as with the Peacebuilding Commission must be intensified.

Switzerland will continue and strengthen its commitment to the full implementation of this agenda. As a candidate for the Security Council, my country strives to continue to be a plus for peace and a plus for development.

Thank you.